

« Pourquoi il faut différer les élections »

RD CONGO Un entretien exclusif avec le ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab

► Le puissant patron du département de l'Intérieur plaide pour un report des élections prévues en 2016.

► Recensement, sécurité, coût : il aligne les arguments.

► Mais tous, à Kinshasa, ne sont pas convaincus.

KINSHASA

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Pourquoi, alors que des élections législatives et présidentielle ont déjà eu lieu en République démocratique du Congo en 2006 et 2011, les différents scrutins prévus pour 2016, qui devraient culminer par l'élection présidentielle de novembre, devraient-ils être différés ? Evariste Boshab, le puissant ministre de l'Intérieur, soupçonné d'être l'un des cerveaux de la « stratégie du glissement », aligne les arguments au cours d'un long entretien exclusif : « La Ceni (Commission électorale indépendante) a pris du

retard ; le fichier électoral a été "corrompu" et même l'Organisation de la francophonie l'a déclaré "non crédible". En outre, le temps a passé et nous devons intégrer deux millions de "nouveaux majeurs", des jeunes désormais en âge de voter et qui ne supporteraient pas d'être exclus du vote. »

Le même constat vaut d'ailleurs pour la diaspora congolaise, embraie le ministre : « Suivant de près l'actualité du pays, elle désire pouvoir prendre part aux élections, mais identifier et doter de cartes d'électeurs ces Congolais de l'étranger représente une entreprise de longue haleine. »

Le patron du département de l'Intérieur invoque aussi des arguments d'ordre sécuritaire : « Lors de la guerre du M23 au Nord-Kivu, du matériel électoral, permettant de fabriquer des cartes d'électeurs, a été volé et emporté au Rwanda... Tout récemment, nous avons arrêté 47 Burundais dotés de fausses cartes d'électeurs congolais. Pour empêcher cette "fraude à la nationali-

té" dans l'est du pays, nous allons devoir fabriquer des cartes d'une autre couleur... A cela s'ajoutent les troubles dans les pays voisins, qu'il s'agisse du Burundi ou de la montée des islamistes : peut-on prendre le risque de déstabiliser le Congo ? »

Intervient aussi le coût des élections ; Evariste Boshab estime que « l'exercice coûtera 550 millions de dollars, et que l'Etat, s'il doit faire face, seul, à une telle dépense, en sera réduit à ne plus gérer que les affaires courantes. Cette ponction interviendra au moment où nous sommes très affectés par la chute des cours du cuivre et du pétrole, des matières premières qui génèrent 70 % des recettes de l'Etat. »

S'il est bien difficile de démêler les raisons objectives des pré-

textes opportunément présentés pour justifier un report, il est quasiment certain que les élections prévues pour cette année ne pourront avoir lieu dans les délais prescrits par la Constitu-

tion et que le président Kabila (qui ne s'est toujours pas clairement prononcé...) sera « obligé » de prolonger quelque peu son mandat.

La population, qui, chaque jour et en tous lieux, débat passionnément du sujet, accepterait-elle sans broncher les raisons, bonnes ou mauvaises, qu'on lui propose ? Les jeunes ne risquent-ils pas de se mobiliser, en dehors des partis traditionnels ? C'est la grande inconnue et le pouvoir semble avoir reçu un soutien imprévu : celui du Vatican ! En effet, alors que des

« marches des chrétiens » étaient prévues pour le 26 février, en souvenir des grandes manifestations antimobutistes de 1992, des directives seraient venues de Rome, enjoignant à la Cenco (Conférence des évêques catholiques) de ne pas se mêler de politique.

Soulagé, le ministre de l'Intérieur en profite pour conclure : « Les grandes marches ont été décommandées. Les chrétiens devront se limiter à prier ! » ■

COLETTE BRAECKMAN

réaction Mukwege dit le malaise général

BUKAVU

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Le « dialogue » ? Je suis contre le « dialogue », car on ne peut pas se moquer de la volonté du peuple... En Occident, lorsque l'on dialogue, cela dure quinze jours et les décisions sont respectées. Ici, les palabres peuvent durer dix ans, sans résultat... Et ce n'est que lorsque le président arrive en fin de mandat qu'il est soudain question de « dialogue national » avec la classe politique. Les élections locales n'ont pas eu lieu, les provinciales non plus : nous sommes déjà en pleine illégalité... »

Participant au débat qui, à Bukavu, suivit la sortie du film *L'homme qui répare*

les femmes, le docteur Denis Mukwege est brusquement sorti de son registre humanitaire. Quelques phrases lui ont suffi pour torpiller la laborieuse tentative de « dialogue » menée par le pouvoir. Il a même interpellé une communauté internationale, dans laquelle il a perdu confiance : « Alors que les bruits de bottes s'amplifient, que les menaces augmentent, la "communauté internationale" est informée, mais nous ne pouvons pas compter sur elle pour résoudre nos problèmes. Les Congolais doivent s'approprier la justice, la santé, la politique, lutter contre l'impunité. Bref, se prendre en charge... »

Allant plus loin, le médecin a dénoncé l'« illégalité », qu'il

s'agisse des « commissaires spéciaux » nommés par le président et qui remplacent désormais les gouverneurs de province (sauf dans les deux Kivu et dans le Bas-Congo), ou du président du Sénat, la plus haute autorité de l'Etat après le président. « En novembre prochain, toutes nos institutions seront illégales, a-t-il conclu. Tout le monde va vouloir rester en fonction... »

Sentiment de malaise

En termes clairs, le médecin-chef de Panzi, si prudent d'ordinaire, a traduit le malaise d'une population qui assiste à la laborieuse mise en place de tractations entre le pouvoir et le plus ancien parti de l'opposition, l'UDPS – Union pour

la démocratie et le progrès social – d'Etienne Tshisekedi, qui pourrait aboutir au report des législatives, et surtout de la présidentielle, prévues pour novembre prochain. Un « glissement » qui donnerait au pouvoir en place quelques mois (sinon quelques années...) de répit...

D'autres personnalités et formations politiques, dont Vital Kamerhe, le leader de l'UNC (Union pour la nation congolaise), et surtout l'ex-gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, redevenu un simple homme d'affaires, refusent aussi jusqu'ici d'entrer dans cette démarche et récusent Edem Kodjo, l'ancien président du Togo proposé comme médiateur par l'Union africaine. ■

C. B.